

Sévère, Theo Francken accélère les expulsions

■ L'objectif est de pouvoir renvoyer plus facilement les délinquants en séjour illégal.

Beaucoup plus de délinquants ont été arrêtés, détenus et expulsés comparé à la même période l'année dernière. Je suis satisfait des résultats."

Les salles de l'imposant hôtel de ville d'Anvers sont lustrées au cordeau. Le bourgmestre Bart De Wever et son confrère de parti à la N-VA, le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration Theo Francken, partagent un même sourire: le projet pilote Gaudi, imaginé avec le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA également), a livré de bons résultats, et particulièrement à Anvers.

Lutter contre les récidives

Ce projet, mené entre le 11 décembre et le 18 janvier dans huit communes de Belgique (Anvers, Gand, Louvain, Liège, Charleroi, Molenbeek, Bruxelles-Ville et Braine-l'Alleud), consistait à renforcer les contrôles pour lutter contre les vols à la tire et à l'étalage commis par des personnes en situation illégale. L'action est un "succès", "il y a aujourd'hui 149 délinquants en séjour illégal en moins dans les rues".

Pour être exhaustif, 542 personnes en séjour illégal ont été interceptées durant l'action Gaudi qui consistait également à pouvoir traiter les dossiers plus rapidement, et à tout mettre en œuvre pour les renvoyer plus rapidement dans leur pays. Pendant ces quelques semaines d'action "les délinquants en séjour illégal avaient 2,5 fois plus de chances d'être détenus que durant la même période un an avant". Du coup, sur ces 542 personnes, 70 ont déjà été renvoyées dans leur pays, 61 autres s'appêtent à être rapatriées, 18 sont en prison alors que des procédures ont été entamées pour les autres.

Les importants pouvoirs du gouvernement

Pour Bart De Wever et Theo Francken, un tel projet est une aide pour les villes et leur police contre la récidive. Un propos que ne partagent pas la Ville et la police de Charleroi qui n'ont pas souhaité développer le projet, "car il ne répond à

aucune priorité", nous a-t-on expliqué.

Derrière ces chiffres, c'est une tendance plus profonde qui inquiète Alexis Deswaef, le président de la Ligue des droits de l'homme. "Depuis plusieurs années, le pouvoir exécutif grignote sur les compétences qui relèvent du législatif ou du judiciaire. C'est inquiétant car ce qui est mis à mal ici, c'est l'indispensable séparation des pouvoirs."

"Dans ce cas-ci, précise-t-il, ce qui est mis en place par le gouvernement risque de priver certaines personnes de droits fondamentaux que sont le droit à un procès équitable, ou la présomption d'innocence. Dans le climat sécuritaire actuel, j'ai peur que le gouvernement s'accapare des leviers qui ne lui reviennent pas."

Theo Francken, associé cette fois à Jan Jambon, s'inscrit en plein dans la ligne politique qu'il s'est fixée: une très grande sévérité envers les personnes en situation illégale, une politique répressive envers les délinquants, une lutte très organisée contre les récidives et, a contrario, l'assurance d'une protection pour les plus vulnérables, mineurs non accompagnés en tête.

BdO

**"Il y a aujourd'hui
149 délinquants
en séjour illégal
en moins
dans les rues."**

THEO FRANCKEN

Secrétaire d'Etat à l'Asile
et à la Migration (N-VA)